

## ENSEIGNER LES RELATIONS INTERNATIONALES ICI ET MAINTENANT

GASPAR BIRO

*Le plus grand danger auquel notre sujet se confronte est d'être considéré en tant qu'un sujet pour débutants.*

Sir Alfred Zimmern, 1935

### *PLAN DE L'ARTICLE*

*Universalité/universalisme/globalisme*  
*Universalité politique: l'obstacle du superpouvoir*  
*(L'Insoutenable) Légèreté de l'être*  
*Vocabulaires et langues*

\*

La création de la faculté de Politique Internationale Woodrow Wilson en 1919 à l'Université d'Aberystwyth en Grande Bretagne – la faculté la plus ancienne dans la discipline – marque la reconnaissance d'une nouvelle discipline académique. Dans les années à venir, de plus en plus d'institutions similaires ont été créées aux universités des États-Unis et une institution spécialisée à Genève, centre de l'organisation de la Société des Nations. De nos jours, la formation seule, sans parler d'une évaluation complète du réseau global des facultés, instituts et d'autres institutions accréditées scientifiquement y compris les revues, les conférences régulières etc., demanderait une entreprise sérieuse et il est très probable que cela ne nous mènerait pas à une évaluation approfondie et étendue même ayant les meilleures ressources. Une étude récente dans le sujet basée sur un sondage dans dix pays montrent

qu'une large majorité des scientifiques des RI autour du monde donne des leçons de politique comparative et des relations internationales d'une région particulière. Cette tendance est la plus fortement présente en Israël, en Afrique du Sud et à Singapour; remarquable encore en Nouvelle-Zélande, à Hong Kong, aux États-Unis, en Australie et au Royaume-Uni; et plus faible mais toujours significatif en Irlande et au Canada.<sup>1</sup>

Parler des relations internationales (RI) dans notre région, en Europe de l'Est et du Sud-est entraîne des difficultés et demande de faire des compromis. Quand je dis d'en parler, je pense à la discussion du sujet devant l'audience la plus large possible, y compris de l'enseigner en tant que matière universitaire sous ce nom-ci ou sous d'autre titre valable, ou bien d'organiser des débats publiques, par exemple aux seins des médias souhaitant d'assurer un forum pour de tels exercices. Je saute la question de la motivation individuelle ou collective des audiences ce qui nous mènerait loin et je tiens pour garantis que certaines personnes ont pour intérêt existentiel d'en savoir plus à propos des RI, dans leur capacité individuelle ou comme délégués des organisations variées, y compris un État particulier. Ce problème ne touche pas seulement les bases: le manque des bibliothèques bien équipées et la tradition dans l'enseignement ou dans les recherches, le cercle relativement petit des personnes qui s'y sont sincèrement intéressées et ainsi de suite. C'est aussi une question fondamentale.

---

\* L'auteur: *Gaspar BIRO* est un professeur à l'Université ELTE, *Faculté de Droit*, Budapest.

<sup>1</sup> One Discipline or Many? TRIP Survey of International Relations Faculty in Ten Countries. (Une discipline ou plusieurs? Sondage TRIP de la Faculté des Relations Internationales dans dix pays.) Richard Jordan, Daniel Maliniak, Amy Oakes, Susan Peterson, Michael J. Tierney. Teaching, Research, and International Policy –TRIP Project. (Projet Enseignement, Recherches et Politique Internationale) L'Institut pour la Théorie et Pratique des Relations Internationales. L'école supérieure de William et Mary Williamsburg, Virginia. Février 2009.  
[http://irtheoryandpractice.wm.edu/projects/trip/Final\\_Trip\\_Report\\_2009.pdf](http://irtheoryandpractice.wm.edu/projects/trip/Final_Trip_Report_2009.pdf)

L'adaptation du vocabulaire des écoles de RI britanniques et américaines du XX<sup>e</sup> siècle peut en être une possibilité. Ça veut dire l'enseigner aux élèves et aussi l'utiliser dans l'explication des situations spécifiques et dans la prédiction des événements à venir. Si la perspective est suffisamment large, par exemple la situation mondiale en général, ce vocabulaire spécifique semble approprié. Mais comment définiriez-vous les intérêts nationaux d'un tel pays dans un monde globalisé ?<sup>2</sup> En fait, ont les États faibles des intérêts nationaux, car selon les réalistes de telles choses existent seulement quand elles sont définies en termes du pouvoir.

Sans question, enseigner des théories internationales traditionnelles a un sens seulement dans les institutions internationales des pays où la demande existe. Les élèves devraient savoir interpréter les aspirations et les objectifs politiques des autres et se rendre compte que le monopole du discours international, y compris l'invention et la formation des théories est un énorme pouvoir privilégié.

Selon l'avis général les propres théories des RI sont un produit du siècle précédent. C'est correct dans les cadres de la nomenclature, mais on ne doit pas retourner dans le temps jusqu'à Thucydide ou Sun-Tzu, Machiavelli ou Hobbes pour arriver à la conclusion que jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle et surtout dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les gens cultivés connaissaient et écrivaient virtuellement tout sur les relations entre les unités politiques établies (soient à propos des cité-États, empires, royaumes, ou État-nations). C'est une longue liste de la préservation consciente de la paix (démocratique), la balance des pouvoirs et *Realpolitik*, des conflits restreints à la guerre totale et ainsi de suite. Cependant, le renouvellement et l'application de leur langues et vocabulaires sur des événements du présent est une opération risquée, comme le montre le sort des vues de Hegel sur l'État durant le XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Les derniers cent ans ont laissé des théories et des vocabulaires sur des RI adaptés à la nouvelle réalité de la guerre, des crises globales, de l'expansion des organisations internationales etc. Bien qu'il soit déjà mentionné, je dois souligner que le challenge des théories des RI et de leur langage dominant le XX<sup>e</sup> siècle n'a pas eu de résultat original et acceptable. Rien qui puisse être une alternative viable et une *grille de lecture* convaincante n'est visible à l'horizon, bien que des efforts remarquables aient été faits dans le monde francophone jusqu'ici. L'adaptation sans critique aux besoins locaux peut mener à des conséquences grotesques; c'est quelquefois désespérant, quelquefois amusant d'entendre les leaders des petits pays expliquant leur vision à propos d'affaires internationales utilisant une terminologie réservée aux discours des superpouvoirs.

Je vais essayer de montrer brièvement les difficultés de l'enseignement des RI, suivant un raisonnement sans toucher les options déjà présentées dans le paragraphe précédent, tout en mettant l'accent sur la nécessité de rendre les RI attractives pour les élèves en les convaincant de la nécessité de faire carrière dans les affaires internationales ou étrangères. Jusqu'ici, je ne crois pas que quelque chose de nouveau qui n'étaient pas encore mentionné soit dit. Il est clair que dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il y a un *décalage* ou retard entre "l'Ouest et le Reste". Je ne sais pas comment ce problème peut être résolu, mais il le sera certainement un jour.

Puisque les problèmes – surtout dans l'éducation au niveau des écoles supérieures et des universités – sont assez nombreux pour que l'on ne puisse pas les examiner plus en détail, je vais me concentrer sur deux questions: celle de l'universalité/universalisme/globalisme et celle du discours politique et du vocabulaire correspondant. Il est inévitable d'y attribuer un certain niveau d'abstraction – cela peut encourager les critiques acclamant que l'enseignement dans cette région est concentré surtout sur la théorie offrant moins de connaissance pratique. Certainement, c'est vrai. Toutefois, une approche nettement pragmatique peut facilement mener à un "pragmatisme dépourvu de principes" ce qui caractérise le gouvernement de la politique extérieure des anciens États dépendants: "ce sont les faits et on doit seulement les compléter", quoique ça veuille dire. Une balance raisonnable doit être maintenue entre théorie et connaissance pratique dans tous les cas, comme cela est dicté par l'art du compromis pendant les négociations internationales.

### *Universalité/universalisme/globalisme*

Ces notions ne sont pas synonymes et ce n'est pas une étude sur elles non plus. L'essentiel est comment on les comprend et interprète dans la région. Les définitions suivantes sont prises des dictionnaires bien connus. Citer leur signification primaire sert à souligner qu'elles ne peuvent pas être échanger entre elles.<sup>3</sup>

<sup>2</sup> Ici je veux dire qu'un État faible est un État qui ne peut pas garantir sa propre sécurité tout seul et en plus il est exposé économiquement aux hauts et des bas de l'économie mondial.

<sup>3</sup> Selon un dictionnaire, l'université est: un état d'être universel, étant présent partout et toujours, mondialement et généralement. Webster's Revised Unabridged Dictionnaire of 1913 (Dictionnaire remanié original de Webster de 1913) défini l'universalité comme "la qualité ou l'état universel; étendue ou application illimitée; généralité;-- distingué de

Selon moi, il y a beaucoup de confusions autour de ces concepts dans cette région. Pour l'illustrer, j'utiliserai ces mots en les séparant avec des barres tout comme dans le titre.

Admettons en tant qu'une hypothèse viable que l'un des plus grands obstacles dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle reste le fait que n'importe quel locuteur ou écrivain sans considérant qu'il appartienne au courant principal ou pas, est obligé de prendre position au moins implicitement en regard de la question de l'universalité en RI. La difficulté est que "les universalismes/universalités" variés, soient religieux, philosophiques, moraux, politique-institutionaux ou encore plus prosaïques comme économique-financiers ont convergé les dernières deux décennies vers une „universalité composée” indéfinissable affirmant à la base non seulement que le monde est interdépendant, tout est lié à tout, mais aussi que la façon dont il fonctionne aujourd'hui est l'état idéal du monde. En même temps, une approche normative promet quelque chose de bien pour chaque et tous les individus, toi et moi, ce qui forme "nous", tout comme pour "eux" aussi.

Lorsque plusieurs affirmations sur un monde interconnecté ont été dites au cours du millénaire (en faisant référence à Héraclite), le développement technologique a créé jusqu'à ce jour la perception (partiellement soutenue par la réalité) que l'interdépendance est accessible seulement en dimension d'astuce de poche et peut satisfaire les intérêts individuels ou corporatifs à l'instant.

La supposition est que l'interdépendance en tant qu'effet de la "révolution" de l'information technologie n'est plus un concept qui décrit l'état du monde, mais une entité autodéveloppante transpersonale. Elle existe sous beaucoup de noms, comme cyber-space ou espace virtuelle selon la fantaisie. En même temps, depuis la fin des années quatre-vingt-dix du siècle précédent, le mot est devenu quelque chose que je nommerais la nouvelle civilisation technologique, basée avant tout sur la génétique, la nanotechnologie et sur l'intelligence artificielle, ce sont des domaines qui ont digéré et créativement transformé les sommets de l'ancienne phase formée de l'ingénierie, de l'espace et de l'information technologie. Ce qui était un domaine réservé à l'ésotérisme et magie aux siècles précédents, est maintenant accessible de façon privée, et le sera de plus en plus dans le futur commercialement. Le pas suivant est la transformation radicale du corps humain et probablement sa vie prolongée.

Cependant, l'ancienne question est toujours actuelle: qui, quand et par quels moyens pourra bénéficier de tout ça, et le revers de la médaille, comment les vraies charges ou les effets négatifs potentiels seront distribués, qui-est ce qui sera protégé et de quelle manière? Le contrôle sur les territoires, les personnes et les ressources sont étendus non seulement à l'espace virtuelle, mais il conquiert de pas à pas les composants invisibles de notre sujet également. En même temps, l'essentiel de base – dans notre but – est toujours ouvertement politique, avec la difficulté sans précédent du besoin de la stabilisation de la hiérarchie créée à un niveau humain et non à celui d'un État, empire, groupe des compagnies ou d'autre entité formelle comme une organisation internationale.

A ce carrefour, nous revenons à notre question: comment les problématiques liées à l'universalité/universalisme etc. doivent être abordées au niveau régional ou étatique? Après tout, universalité ou universalisme *de* RI ou *dans les* RI? On peut supposer que politiquement il y a seulement une chose qui compte: l'universalité des superpouvoirs ou des pouvoirs politiques comme ils s'appelaient autrefois. Dans la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle, le terme globalisme était préféré à l'universalité/universalisme pour décrire un objectif de la politique étrangère à un niveau global ou avec les mots de Raymond Aron, la création d'un empire universel capable de maintenir la paix (*la paix par l'empire*). Mais ce dernier était un concept paraphrasé issu d'un spectre limité d'outils, et du fait qu'après 1945 il y avait deux globalismes en compétition. Un universalisme de pouvoir important de bonne volonté sera toujours organisé autour du maintien de la paix et de la sécurité internationale (mondiale) à travers des coopérations interétatiques et des organisations internationales afférentes, un autre de moins de bonne volonté aspirera tout de suite à la domination du monde. D'un point de vue régional, surtout de celui d'un

---

particularité; l'universalité d'une proposition; l'universalité du péché, l'universalité du Déluge." Selon la même source, l'universalisme veut dire "la doctrine ou conviction que tous les hommes seront sauvés ou rendus heureux dans le futur Etat." Le Britannica Concise Encyclopedia (Dictionnaire Britannique) écrit que "L'universalisme est la croyance en la rédemption de toutes les âmes ressuscitées aussi tôt que l'époque des Origines aux points différents de l'histoire chrétienne, la conception est devenue un mouvement organisé en Amérique du Nord au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ça maintient la possibilité qu'un Dieu chaleureux rachèterait seulement une partie de l'humanité, condamnant le reste à une punition éternelle. Elle accentue l'usage de la raison dans la religion et la modification de la croyance selon les découvertes scientifiques. Donc, les éléments miraculeux du christianisme traditionnel sont rejetés et Jésus malgré le fait qu'il soit un enseignant et model important, n'est pas considéré divin." Le globalisme, selon l'Encyclopédie Libre de Wikipedia Anglaise largement lue "peut avoir au moins deux significations différentes et opposées. L'une est l'attitude ou la politique plaçant l'intérêt du monde entier au-dessus de celui des nations individuelles. L'autre est de considérer le monde entier en tant que la propre sphère d'influence politique d'une nation. "

État faible, la question si la paix mondiale serait possible sans domination hégémonique *de facto* d'un ou d'autre grand pouvoir ou pas peut persister pour longtemps malgré toutes les assurances verbales contraires.

Dans un contexte global, la domination a une signification beaucoup plus large du règne ou du gouvernement (global). Et voici le plus difficile à vendre. La pratique impériale consistait tout d'abord de domination, par la force militaire entre autre. Les souvenirs de la Monarchie Austro-Hongroise, de l'Empire Russe et Ottoman, sans parler du Troisième Reich et de l'Union Soviétique, remplissaient les gens d'inquiétude, surtout les plus âgés qui restaient angoissés à l'entente des mots mentionnés plus haut et de tout ce qu'y étaient lié. Selon un des aspects les plus dominants du courant principal des années 1990, la globalisation était quelque chose de bien, en même temps, le mot lui-même est la bête noire pour ceux qui se considèrent les losers réels ou imaginés. Pourtant, il y a un grand "mais" apparu après 2008. La crise financière et ces conséquences ont fortement multipliées les malentendus concernant l'universalité, l'universalisme et la globalisation vue en tant que globalisme.

La circulation des biens, des idées et des gens sans frontières a certainement eu, comme il a de nos jours aussi, des effets universels, mais le nombre des personnes n'étant pas capable de bénéficier du processus est beaucoup plus élevé que celui des gagnants – c'est quelque chose de bien connu et prouvé plusieurs fois pendant les décennies précédentes. La globalisation est partie de l'Amérique dans les années 1980, contrairement à l'universalité politique ce qui est un processus très spontané, incompatible avec un gouvernement conscient, planifié et effectué systématiquement dans le monde entier. La globalisation dans ce sens peut être mit au service de la construction d'un empire universel, mais en tant qu'un moyen elle est comme la technologie militaire: interactive. Si quelqu'un dispos de l'armement le plus développé à un certain moment, c'est sur que tôt ou tard d'autres en posséderont aussi ou au moins ils suivront la même technologie.

#### *Universalité politique: l'obstacle du superpouvoir*

Pour l'instant, il semble presque impossible de convaincre les audiences de cette région que ce qui était jusqu'à présent une tendance "naturelle", guidant de façon évidente les grands pouvoirs vers l'universalisme, est devenu un obstacle dans ce qu'on appelle toujours le monde occidental.

D'origine religieuse, comme un des concepts-clé dans la politique moderne, l'universalisme du style occidental garde toujours sa signification primordiale: le salut n'est pas réservé à une certaine personne, c'est donné à tout le monde. Selon l'interprétation séculaire, cela veut dire aujourd'hui: la réalisation des droits humains fondamentaux de la dignité et de la valeur de l'être humain, les droits égaux des hommes et des femmes et des nations grandes ou petites, l'établissement des conditions sous lesquelles la justice et le respect pour des obligations issues des traités et d'autres sources de loi internationale sont assurées et la promotion du développement social et d'un meilleur niveau de vie et d'une liberté plus étendue – au moins selon la Préface de la Charte des Nations Unies de 1945. En bref: liberté, justice et progrès sont devenus les buts de la politique universelle sans faire allusion à n'importe quel grand pouvoir ou superpouvoir.

D'autre part, avec l'arrivée du XXI<sup>e</sup> siècle, l'état du monde et de l'humanité en général, physiquement tout comme spirituellement a dégénéré à un tel degré que la formulation des problèmes – qui peuvent bien être considérés globaux – et les réponses possibles nécessitent également un langage universel. Le défi des idéologies, de la politique ou des moyens "tout englobé" n'est pas neuf. Toutefois, les dernier 200 ans, les status de pouvoir important (superpouvoir, pouvoir global) n'a pas seulement demandé, mais a également imposé une perspective universalistique et un comportement correspondant. C'était appelé l'universalité des pouvoirs politiques ce que j'ai déjà mentionnée.

Mais qu'est-ce qu'il y a si l'universalité des pouvoirs est destinée à fonctionner comme le noyau "d'une universalité composée"? L'expérience des États-Unis dans les affaires internationales les dernières 20 années nous donne la réponse. Comme "l'unique superpouvoir", l'Amérique s'est retournée sans hésitation vers un discours universalistique audacieux au début des années 1990 (l'annonce d'un nouvel ordre mondial en 1992, commerce sans frontières, la réalisation des standards des droits universels de l'homme par-dessus tout durant les années quatre-vingt-dix, pour citer seulement quelques-uns des composants essentiels), pendant qu'elle a montré discrétion et sélectivité dans ces actions due aux limitations naturelles et quelquefois aux options politiques arbitraires. Le résultat net est que les EU sont maintenant considérés responsables pour tout le mal, pendant que le reste du monde refuse toute responsabilité. On peut noter un criticisme répandu ce qui tourne souvent en une haine envers l'Amérique et en un anti-américanisme violent. Il est difficile de le décrire, puisque ce sont des instincts, des sentiments, des préjugés, ou le mélange de toutes ces notions. A part cela, bien que tout le monde soit prêt à partager les bénéfices de la paix et de la prospérité promises par la Charte de l'ONU et par les EU en tant que son garant principal, les opinions sont très différentes sur les chemins possibles par lesquels ces biens seraient accessibles.

La loi des conséquences non voulues, la "Ruse de la raison" en Hégélien est toujours présente sans discrimination dans des relations internationales. En séparant la sphère de la politique internationale dans le domaine des RI et en la traitant en tant qu'un secteur relativement autonome de "l'existence", il n'est pas difficile d'accepter que la large majorité des activités spécifiques dans ce domaine est orale: promettre, être d'accord ou discuter, menacer, manipuler, tromper ou tout simplement répéter des slogans qui ont déjà fait leurs preuves. C'est la diplomatie où tout ces "débats" apparaissent sous une forme concentrée avec ses propres règles et compléments afférents. L'histoire nous offre de nombreux exemples prouvant que cette sorte de débat porte beaucoup de risques. On peut très vite devenir le prisonnier de nos propres mots ce qui nous place sur une trajectoire obligatoire. Quelquefois il y a beaucoup de polémies autour des mots, de nouveaux concepts sont rejetés, d'autres sont considérés tabous ou sont utilisés afin d'excommunier les opposants. L'offensive verbale ou même le choix inapproprié des mots peut très vite se tourner en violence. La réconciliation des débats "politiques" par un système normatif a toujours été un exercice extrêmement difficile, mais aujourd'hui, l'étouffement des chutes est presque impossible.

L'idée de l'universalité des pouvoirs politiques considérée dans une perspective historique fait beaucoup de personnes (non seulement dans cette région) penser que la politique internationale est identique à la préparation à une guerre ou autrement dit, la paix – comme c'était défini avant le XVIII<sup>e</sup> siècle – est tout simplement une période entre deux guerres. Des théories sur la balance des pouvoirs et la façon dont le jeu fut joué en Europe pendant des siècles soutiennent ces points de vue. Cependant, il n'est pas difficile d'expliquer aux audiences variées de cette région que malgré cet arrière-plan évidemment empirique, la discussion du sujet de guerre et des conflits devrait être plus restreinte dans des cadres normatifs, (loi humanitaire). Ce qui est plus compliqué est de les faire considérer la guerre comme une des institutions de la politique internationale – ça veut dire que les parties en guerre sont contrôlées par des règles et qu'on devrait entrer en guerre dans des situations exceptionnelles et déterminées par la loi, bien que le siècle précédent et malheureusement les événements du présent prouvent aussi le contraire.

Un langage universalistique séculaire normatif porte le risque de l'augmentation des attentes proportionnellement à son expansion globale. L'idéologie soviétique promettait le Paradis sur terre (communisme), pendant que déjà les doctrines libérales variées de Kant affirmaient que la paix perpétuelle était possible si quelques conditions étaient assurées. Aujourd'hui, des universalismes religieux variés opèrent de la même façon clamant le salut de tous et que la conclusion de tous prendra place. Le point de vue séculaire n'accorde aucun rôle à Dieu dans ce processus, donc tout dépend sur des individus. C'est la translation du point de vue traditionnel chrétien selon laquelle le salut est possible seulement par l'effort individuel et qu'il y a toujours une dernière chance.

Ce qui fait la différence entre les universalismes religieux variés et la perception contemporaine occidentale est la conditionnalité attachée à la rédemption de l'individu. Ce dernier s'est développé vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle à une phase où il n'y avait pas de condition formulée *in persona*: p.e. nous sommes tous des humains et nous jouissons des mêmes droits seulement parce que nous sommes des humains. Selon cette affirmation nous avons accès à la rédemption ici et maintenant. Philosophiquement, cela pourrait être un propos juste et moralement légitime, mais sa translation et réalisation par et à travers des institutions, soient des Etats ou des organisations internationales, est extrêmement difficile à cause de a) la grande variété des individus en leur origines sociales et status, race, langue, genre etc. et b) la façon de pensée différentes des individus, mentalité, coutumes et normes socio-culturels locaux. A ce niveau, toutefois, il n'y a pas de différence entre "nous" et "eux".

### *(L'Insoutenable) Légèreté de l'être*

Ainsi, le vocabulaire de l'universalisme séculaire est largement normatif. Le meilleur exemple à notre disposition est la notion de la norme internationale ce qui englobait jusqu'ici le droit international dans son sens classique (droit des obligations, droit de consommation), à côté des valeurs acceptées ou seulement proclamées, des principes, des standards spécifiques, des contours, des recommandations et des opinions référées par des organisations internationales. En plus, ce discours contient de nombreuses contradictions en lui-même. Par exemple, la recherche de la liberté et de l'égalité est une affirmation réelle et légitime, de plus, durant le XX<sup>e</sup> siècle, elle était proclamée répétitivement un principe universellement juste guidant la pratique des RI. La liberté *in abstracto* aussi bien qu'en pratique est une idée dualiste: délivrance de quelque chose, de l'oppression par exemple et liberté de quelque chose, de parole, de religion etc. L'égalité, en tant qu'un principe et droit universel est homogène et elle ne permet aucunes distinctions. Suivant ce fil, un des principes de base des relations internationales est aussi de coder un des droits fondamentaux collectifs de l'homme, car l'autodétermination des hommes était considérée impossible à appliquer ou bien la pratique était très sélective et discriminatoire.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la politique internationale est surtout orale. L'élargissement de la publicité et de la possibilité d'accès à ce qui se passe sur scène, quelquefois instantanément, d'une part par diffusion électronique directe, d'autre part en rendant des sources jusqu'ici bien gardées accessibles pour tous ceux qui s'y intéressent, a nécessairement mené à une inflation et à un débat autour des concepts-clé des vocabulaires politiques. Le procès a été catalysé par une pratique qui aurait pu être mise en question moralement et qui était couverte par des mots d'ailleurs neutres (il faut seulement penser à la passion créée par "l'intervention humanitaire", les "dégas civiques", "intervention chirurgicale" etc. employés afin de prévoir la guerre, l'état de guerre ou le changement de signification destinée traditionnellement aux autres.

Ce dernier peut être illustré par le mot "nationalisme". Les gens éduqués de la région savent que dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle et aussi pendant plusieurs décennies du XX<sup>e</sup>, être nationaliste était une question de fierté, et signifiait une personne qui aimait sa patrie et sa nation et était prêt à faire des sacrifices suprêmes. Le principe libéral de l'autodétermination nationale est devenu une des idées universelles les plus importantes du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au nom d'un universalisme différent, soutenant la "fraternité entre les hommes et les nations", le régime socialiste dans la région a commencé à harceler et pourchasser cruellement les personnes, les groupes et les organisations considérés nationalistes.

Après 1989, les mêmes personnes ont été informées que l'autodétermination nationale était l'ordre du jour causant l'effondrement de l'influence soviétique dans la région. En même temps, l'interprétation du XIX<sup>e</sup> siècle de ce principe, selon lequel chaque nation a droit à son propre État, a eu des conséquences graves à cause du morcellement des fédérations, telles que l'ancienne Yougoslavie par exemple. Parallèlement à la désintégration du pays, l'importance augmentée de la question "nationale" était désormais considérée une menace croissante face à la paix et sécurité internationales et régionales (européennes). Les politiciens et les organisations parlant entre ces paramètres ont été mis sur liste noire, cette fois-ci par les gouvernements occidentaux.

L'enseignement des relations internationales ici et maintenant ne peut pas ignorer ce problème. Le fait est que cela prend du temps et qu'une série d'arguments bien construits est nécessaire afin de convaincre l'audience – avec plus ou moins de succès – sur le fait qu'il y a assez de raisons et de preuves confirmées par une documentation accumulée durant les deux derniers siècles pour devoir être non seulement prudent avec ce sujet, mais aussi avec le changement de son évaluation internationale.

Décider ce qui est nationaliste dépend non seulement du locuteur, mais également de celui qui maîtrise le discours, cela n'est pas assez pour clore le débat, bien qu'il soit d'accord avec une des certitudes de la politique internationale; deux affirmations qui s'excluent peuvent être vraies séparément, dépendant de la personne qui parle. Le problème qui nous intéresse est que dans les dernières décennies, l'usage indifférent et abusé de ce terme a mené à la dévaluation de deux notions-clé de la pensée et pratique de la politique européenne: l'État et la nation. Dans cette région, le concept de "l'État-nation" est souvent remplacé par "l'État national", signifiant en principe que l'État en tant qu'une institution et son territoire est la propriété exclusive de la nation (p.ex. du groupe ethnique majoritaire). Toutes les nations ont droit à leur propre État selon la version du XIX<sup>e</sup> siècle de l'autodétermination ce qui veut dire que toutes nations devraient posséder son propre État.

La "légèreté" de ces mots devient "insoutenable" au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Une fois libéré des problèmes, l'homme de Kundera, devient "plus léger que l'air". "L'absence absolue des obstacles fait de l'homme être plus léger que l'air, (...) et ces mouvements aussi libres qu'insignifiants", a-t-il écrit dans le premier chapitre de son livre, intitulé *La Légèreté et la Pesanteur*.

En Europe d'Occident il y avait des situations où l'État était déjà fondé et la nation est née plus tard – progressivement ou d'un coup, par acclamation créée dans ses frontières, comme au cas de la Grande Bretagne ou de la France. En Europe Central, Oriental et Sud-Oriental les nations existaient en premier et leur État ont été créé respectivement, en général par des moyens non conventionnels.

L'État et la nation étaient dans les deux derniers siècles au point focal de la mobilisation politique, dans un sens plus large, de la loyauté, sécurité, culture et société. Le morcellement et même la disparition des États est apparu avant 1945 aussi, mais la nation, grâce à sa langue, sa tradition, son histoire et sa volonté assuraient la continuité et faisaient vivre l'espoir. Puisqu'après la Deuxième Guerre Mondiale les principes de l'intégrité territoriale des États et l'inviolabilité de leurs frontières sont devenus la constitution non écrite du système international, le *status quo* territorial sanctionné par des traités de paix et la carte politique correspondante étaient considérés éternels.

Le choc causé par le morcellement des fédérations et les problèmes des minorités nationales surgit dans les années '90, ont causé un manque de confiance en l'État et la nation, mais surtout en les États, en leur utilité et leur viabilité.

Grâce au progrès de l'intégration européenne dans les années 1990, l'État-nation fut de plus en plus apprécié en Ouest et n'était pas considéré obsolète. Selon le jugement, il a fini son rôle historique, ainsi devrait être relégué aux archives de l'histoire. Plusieurs désastres naturels et causés par l'homme, surtout la crise financière de 2008 ont mis en question la validité de ces affirmations. La confusion est plus grande que jamais et elle mène à la frustration et au désespoir ce qui n'est pas bon du tout.

La "légerté" de la notion de l'État et l'État lui-même est engravé par une mauvaise gestion, une corruption importante et moins importante, négligences, abus du pouvoir et sens d'irresponsabilité en général. Son impotence est "insoutenable", pendant que la nécessité de l'unité des nations perd de son importance. Toutefois, il y a une demande de nations qui soient sûr d'elles, qui se respectent (ce qui veut dire qu'elles respectent les autres aussi) et d'États stables, efficaces travaillant en faveur du bien-être de ces citoyens, de la prospérité et de la sécurité régionales.

Enseigner et discuter des RI peut aider à établir les diagnostics et contribue à retrouver la signification des termes-clé cités ci-dessus.

### *Vocabulaires et langues*

Pour cette dernière discussion, on devrait être conscient de la nature et des distinctions significatives des façons différentes de parler et écrire sur les RI et sur les vocabulaires politiques principaux. Comme on l'a déjà vu, le refus des théories existantes des RI demanderait un remplacement précédé par l'introduction d'un nouvel apparatus conceptuel, une entreprise qui semble sans espoir pour l'instant. Il est clair que pratiquer une rhétorique politique radicalement différente ne peut avoir du succès qu'aux rares moments de grands chaos historiques et pourtant, même dans ces cas, la plupart des vieilles conceptions survivent longtemps après que les événements aient été digérés. Tout comme dans les cas des changements dramatiques dans le système international: quelques-uns des éléments de l'ancien régime survivent, quelques fois sans altération dans l'arrière-plan. Comme selon un des auteurs s'occupant de la question des vocabulaires politiques dans les RI affirme:

Il y a une dépendance du chemin parcouru concernant le choix du vocabulaire de légitimation, bien qu'il soit possible naturellement d'essayer de manipuler le principe de nouveau ce qu'on peut seulement faire en référant aux conceptions et aux arguments déjà présents et ainsi de suite. Pour la première fois, on pourrait avoir l'impression que si le changement est possible, alors seulement en grade et progressivement. Il est question de mettre l'accent sur les théories politiques internationales quand on parle de la pliability (potentiel) de l'action qui structure les concepts moraux-politiques, en même temps, c'est une chose qui est trop souvent laissé en faveur des discussions trop abstraites concernant la nature de la justice de désirabilité (ou possibilité) du gouvernement cosmopolite ou communautaire.<sup>4</sup>

Ainsi, l'interaction entre le langage dominant des RI dans une certaine période et les vocabulaires politiques utilisés dans la pratique quotidienne est nécessaire. Les agents de recherches s'adaptent quelquefois au langage politique, lorsque les personnes qui font la politique sont les "consommateurs" des résultats théoriques – ça peut avoir l'air d'une remarque superflue pour les adeptes du courant principal de tous les deux côtés. Cela peut être moins évident pour ceux qui enseignent les RI dans cette région.

Premièrement, il y a des confusions très graves dans la terminologie de base. Quelques termes en anglais peuvent se référer à des choses différentes dans différentes langues locales et vice versa.

Deuxièmement, quelques significations peuvent se varier du pays à pays. Par exemple: un des problèmes principaux ici est la question de l'autonomie des minorités nationales. (Puisque le terme "minorité nationale" est utilisé par des institutions régionales européennes comme le Conseil de l'Europe, je ne vais pas élaborer ses alternatives possibles.) La notion de l'autonomie des minorités est différente dépendant de la personne qui l'utilise (et en général elle n'est pas égale à la souveraineté ici), de plus, il y a des cas où c'est une conception tabou dans le discours politique dominant localement. Le désaccord n'est pas limité à ce terme particulier.

Deuxièmement, le problème terminologique contribue à l'écart augmentant entre la recherche théorique, la façon d'en parler et l'élaboration des politiques quotidiennes. Il s'en résulte des malentendus à tous les niveaux.

---

<sup>4</sup> Duncan S.A. Bell, "Language, Legitimacy and the Project of Critique", *Alternatives : Global, Local, Political* 27.3, 2002. (Langue, Légitimité et le Projet de la Critique, *Alternatifs: Global, Local, Politique* 27.3, 2002.)

Afin de brièvement illustrer quelques autres difficultés de l'enseignement des RI concernant le langage et le vocabulaire, soit en anglais ou en des langues locales, je propose les distinctions suivantes. En ce qui concerne l'approche, on peut faire une distinction entre les langages majoritairement descriptifs et normatifs. On peut mettre les deux au niveau des catégories et termes abstraits, moyens et communs. La caractéristique principale est le mélange des approches et des catégories en des proportions variées. On peut rarement trouver un texte écrit exclusivement avec des termes abstraits, bien qu'on puisse citer dans ce sens "Le Droit des Peuples" de John Rawls par exemple. Pour la région, ce sujet pourrait avoir une grande importance, mais son enseignement demande un certain détachement des précédents spécifiques régionaux historiques et actuels et des études de cas. Un certain niveau de détachement et pas entier, comme Rawls explique dans l'Introduction:

Le Droit des Peuples était motivé par deux idées principales. L'une est que les grands démons de l'histoire de l'homme – comme la guerre et l'oppression injuste, les persécutions religieuses et la négation de la liberté de conscience, la famine et la pauvreté, sans parler des génocides et des massacres – causée par injustice politique avec sa propre cruauté et cruauté. (...) L'autre idée principale, évidemment en relation avec la première, est qu'une fois les formes les plus graves des injustices politiques sont éliminées et suivies par une politique sociale juste (ou au moins décente) et par l'établissement des institutions justes (ou au moins décentes), ses démons disparaîtront éventuellement<sup>5</sup>.

Les constructivistes avaient un rôle significatif portant en avant dans l'ordre du jour des recherches concernant les RI, la question de l'identité des acteurs entre autre ce qui a une importance distinctive dans la région aussi. Encore une fois, la question ne peut pas être discutée en ignorant les exemples locaux et cela rend le traitement en général ou au niveau des catégories abstraite difficile. John Gerard Ruggie explique dans l'introduction de son recueil d'études sur l'institutionnalisation internationale ainsi la contribution du constructivisme social à l'étude des relations internationales:

Que signifie la contribution du constructivisme social au programme de recherche idéogénique? (...) Les constructivistes sociaux cherchent à comprendre la série complète des rôles systématiques comme le font les néo-utilitaires. Puisqu'il n'y a pas de théorie reçue sur la construction sociale de la réalité internationale, le travail des constructivistes est devenu semblable partiellement à un empiriste pied nu et partiellement par les moyens de l'analyse conceptuelle et de forte description – en plus pour exprimer une "frustration compréhensible". (...) La majeure partie des découvertes constructivistes de l'impact des croyances quotidiennes se sont faites à travers des "communautés épistémiques" ou des réseaux d'experts transnationaux.<sup>6</sup>

Ce n'est certainement pas un texte écrit pour des "débutants", dans le sens de la devise citée au début de cette écriture. Ainsi, l'extrait suivant tiré d'un livre s'occupant du problème très important de "l'agent-structure" dans les RI n'est pas non plus "consommable" pour les débutants:

Outre l'importance essentielle du problème méthodologique de l'agent-structure, ce problème (le problème méthodologique de l'agent-structure – GB) a un poids particulier dans la critique des analyses pro-métathéorétiques des théories de la politique internationale. Plus spécifiquement, quelques experts des relations internationales l'appellent théorie qui rend l'agent aussi bien que la structure endogènes, caractérisant les théories qui ne satisfont pas ce critère dégénérateur. Cependant, mettant la nécessité inévitable entre parenthèses, la faillite de rendre tout l'éléments-clé de l'agent et aussi de la structure exogènes est plutôt un élément méthodique nécessaire de la théorie elle-même qu'un signe ipso facto de la dégénérescence théorétique.<sup>7</sup>

---

<sup>5</sup> John Rawls: *The Laws of Peoples* (Le Droit des Peuples). Cambridge, Massachusetts. Harvard University Press, 1999, 6-7.

<sup>6</sup> John Gerard Ruggie: *Constructing the World Polity*. Essays on International Institutionalisation. (*Construire l'Administration publique Mondiale*. Essais sur l'Institutionnalisation Internationale.) Londres-New York, Routledge, 1998, 18-19.

<sup>7</sup> Gil Friedman – Harvey Starr: *Agency, Structure, and International Politics. From Ontology to Empirical Inquiry*. (*Agence, Structure et Politique Internationale: De l'Ontologique jusqu'à l'Enquête Empirique*). London, Routledge, 1997, 132.



Si l'agent-structure complexe est illustré par la question très contestée de la personne qui peut l'exercer et sur quoi la justice transnationale est basée, on risque d'être mené loin du sujet initial par cette discussion. Il y a beaucoup d'historique dans la région ce qui est quelquefois bien quelquefois non. Le problème est qu'ici il n'y a pas seulement une histoire, mais que dans le même pays il existe plusieurs narrations historiques en compétition. Dans l'enseignement des théories normatives on ne peut pas éviter la question des responsabilités politiques qui sont toujours au pluriel comme les histoires, entravée par beaucoup d'incompatibilités.

Revenant au sujet de la langue et des vocabulaires, on ne doit pas ignorer le fait que les régimes socialistes utilisaient leur propre discours sur les RI. Des affirmations d'un nouvel ordre économique, le vocabulaire entier de l'anti-impérialisme agressif, tel qu'il était, compensé par des discours plus prudents sur les avantages mutuels, la solidarité, la fraternité et les relations amicales entre les pays socialistes et leur couche ouvrière – ce n'est plus la réalité. Ce qu'on a appris de tout ça est qu'un tel langage est la couverture d'une réalité plus prosaïque, quelquefois plus sanglante. La doctrine de la souveraineté limitée, l'aide fraternelle des gouvernements en trouble etc., a appris à des générations que la langue "de l'État" ne peut pas être considérée en tant que valable. C'est à nous de deviner ce qui est caché derrière.

Il est clair que le langage de la politique internationale était, est et sera dans le future proche aussi un terme de promesses, d'intimidations, de méprises, ou de mensonges ouverts. Pour beaucoup de gens venant de la région, la manipulation et les mensonges font clairement partie de la politique, y comprises les interactions entre les États. Malgré cet arrière-plan, ce serait intéressant de tester une des thèses de John Mearsheimer sur le sujet affirmant que "lorsque mentir est un accessoire permanent de la politique internationale, ce n'est pas une banalité", en même temps

(Les) mensonges internationaux les plus dangereux sont ceux que les politiciens disent à leurs citoyens. Ils ont plus tendance à se retourner contre eux ou endommager la position stratégique de l'État que les mensonges dits par les leaders aux autres États. De plus, ils peuvent rendre très vite la vie politique et sociale privée corrompue ce qui peut avoir des conséquences très graves dans la vie quotidienne.<sup>8</sup>

Pendant que les théories de conspiration font désormais partie du discours publique lancé par les représentants des générations plus âgées, on peut trouver partout des consommateurs de telles théories, sans regarder l'âge, le status social, l'appartenance ethnique et ainsi de suite. Leur nombre surpasse largement le nombre de ceux qui passent leur temps avec la lecture sur les RI.

Au lieu de conclure, je voudrais souligner que c'est un handicap sérieux de tous ceux qui sont concernés par l'enseignement des RI ici et maintenant. Ne pas en parler aggraverait la situation. L'éliminer demanderait une vision et une stratégie claire de toutes les questions énumérées ici, de l'université jusqu'aux mensonges dans la vie politique.

*Traduction faite de l'anglais par Luca-Róza Szabó*

\*

<http://www.southeast-europe.org>  
[dke@southeast-europe.org](mailto:dke@southeast-europe.org)

© DKE 2011.

Attention! Les auteurs conservent pleins droits de réimpression et de publication pour ces articles. Si vous citez cet article nous vous prions d'informer le rédacteur en chef à l'adresse suivante : [dke@southeast-europe.org](mailto:dke@southeast-europe.org)

*Pour citer cet article* : Gaspar BIRO: Enseigner les relations internationales ici et maintenant. (Traduite par Luca-Róza Szabó) *Délkelet-Európa – South-East Europe International Relations Quarterly*, Vol. 1. No. 4. (Hiver 2010) 9 p.

Merci de votre compréhension. *Le rédacteur en chef.*

---

<sup>8</sup> John J. Mearsheimer: *Why Leaders Lie? The Truth about Lying in International Politics. (Pourquoi les Leaders Mentent-ils? La Vérité sur les Mensonges dans la Politique Internationale.)* Oxford, Oxford University Press, 2011, 13.